GENEVE — Année XXX - N° 791 - Samedi 8 Mars 1930

LE RÉVEIL ANARCHISTE

REDACTION ET ADMINISTRATION : Rue des Savoises, 6 GENEVE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS — Le numéro : 15 centimes

SUISSE ET UNION POSTALE Abonnement : Une année, fr. 5.— Six mois, fr. 2.50

COMPTE DE CHEQUES POSTAUX Le Réveil, N° I. 4662. Genève

Club l'Aurore, rue de Coutance, 8 au 1e

Samedi 8 mars, à 8 h. 30 du soir

Soirée familière

littéraire, musicale et dansante

Projections cinématographiques

Entrée gratuite

Cordiale invitation à tous

Pour ou contre l'Etat ?

—o—

Il nous est arrivé d'écrire que la lutte politique aussi bien que la lutte syndicale ou tout autre mouvement social prennent un sens tout différent selon que nous sommes pour ou contre l'Etat.

Disons d'abord, afin d'éviter toute équivoque ou confusion, que nous ne pouvons considérer comme antiétatiste tout groupement réclamant un pouvoir d'Etat quel qu'il soit, avec policiers, geôliers et soldats. Il est absurde, en effet, de reconnaître l'Etat dans ses fonctions d'asservissement, de répression, de maître absolu pouvant même nous forcer à tuer ou à nous faire tuer — et venir ensuite condamner l'étatisme, précisément pour la contre-partie de fonctions utiles: instruction ,assistance, services publics, etc., dont il s'est emparé soit pour étendre toujours plus sa domination et l'asseoir non seulement sur des charges, mais aussi sur quelques aides, soit pour masquer précisément son rôle essentiel de persécuteur, tyran et bourreau.

Nos farouches antiétatistes suisses se sont tous montrés grands admirateurs de Mussolini, dont la devise bien connue est: « Tout pour et par l'Etat, rien en dehors et contre l'Etat. » Les imposteurs, comme le Fabre de *La Suisse*, n'ont ainsi rien à redire contre l'omnipotence de l'Etat, pourvu qu'elle s'exerce dans l'écrasement du pauvre monde.

Voici ce que dit d'ailleurs le bulletin d'adhésion à la Fédération nationaliste suisse:

Je répudie le principe de la souveraineté du peuple;

Je m'engage à lutter contre l'étatisme et la centralisation ;

Je défendrai, en toutes circonstances, la souveraineté des cantons et l'institution de l'armée.

(Signature) :

Le principe de la souveraineté du peuple répudié, nous demandons à connaître le principe qui le remplacera. Le droit de la majorité repoussé à juste titre, va-t-on proclamer un droit individuel, le définir et surtout le garantir ?

C'est peu probable, car plus loin il est question de la souveraineté des cantons, autrement dit de petits Etats, à fortifier au nom sans doute de l'antiétatisme! De même, il faut lutter contre la centralisation et en même temps défendre l'armée qui partout est bien ce qu'il y a de plus centralisé, sans compter que cette institution est précisément l'expression majeure de l'Etat et partant de sa puissance, qu'il s'agirait précisément d'amoindrir.

Contradictions grossières de gens d'évidente mauvaise foi, pour qui étatisme ou antiétatisme ne comptent que dans la mesure où ils servent à l'écrasement des travailleurs.

—

Nous avions déjà donné un article du *Travail* du camarade Dufour, contestant que le socialisme soit étatiste, mais voici qu'un autre article du camarade Golay — nous donnant pourtant assez souvent une âpre critique des pouvoirs d'Etat — dit exactement le contraire. Pour lui marche à l'étatisme et marche au socialisme ne font qu'un. En effet l'article a pour titre *Ca biche*. En voici quelques passages:

En tant que socialistes, nous ne saurions que nous réjouir des multipes activités économiques et sociales auxquelles s'astreint l'Etat moderne.

Sa législation interventionniste, ses préoccupations culturelles, ses services publics, la réglementation qu'il impose aux licences excessives que s'octroient les capitalistes, amateurs de la libre concurrence, toutes ces formes et tous ces aspects de sa préoccupation marquent une évolution ardente vers l'organisation collective de la société.

Nous faisons toutes nos réserves sur cette évolution ardente, et à vrai dire Golay, lui-même, manifeste quelque doute puisqu'il écrit :

En suivant ce chemin, verrons-nous, incorporée à la force de l'Etat, c'est-à-dire de la société, la puissance formidable du Capital, laquelle semble plutôt aujourd'hui le rôle du maître absolu?

Ou bien, en regard de la permanence des injustices séculaires, est-il prudent de conclure à un piétinement sur place sans une lueur d'espérance?

Nous croyons qu'il est permis de conclure sans hésitation possible au piétinement sur place ; si amélioration il y a, c'est que les forces productives grandissant jour après jour, une plus large quote-part de produits est revenue à chacun, mais l'étatisme n'y a aucun mérite.

Ensuite Golay, pris d'un bel emballement, écrit :

Cette évolution, dont limportance n'échappe à personne, a conquis une partie de la bourgeoisie, laquelle s'y soumet, comptant ainsi échapper au danger du socialisme, aboutissement normal de ces jeux et de ces mouvements. Hélas elle se trompe, la chère âme. Cette préoccupation, ce souci, cette nécessité historique d'ordonner, d'organiser, de contrôler, de mettre au point, de « rationaliser », d'incorporer à la nation des forces matérielles et morales jadis hors du patrimoine, tout cela affirme le noble jeu des décompositions et des reconstructions pour aboutir, en fin de compte, à ce compte: liquider les erreurs spécifiques au régime et amenuiser proprement le privilège bourgeois à ce point charmant qu'il ne soit plus viable.

Alors, en le greffant sans effort sur l'arbre collectif, il contribuera à la prospérité générale, entrant à son tour dans le labeur universel.

Comme on peut le constater, c'est bel et bien une solution de la question sociale par le simple jeu de l'étatisme. Reste à savoir si c'est la bourgeoisie qui se trompe ou le socialisme. « Ca biche » depuis un certain temps et pourtant, même dans les villes rouges à majorité soicaliste, il ne semble guère qu'il y ait grand'chose de changé.

Golay trouve ensuite lui même que donner des attributions toujours plus étendues et une force toujours plus grande à l'Etat ne va pas sans qelque danger, mais il conclut ainsi :

Le socialisme, à titre d'observateur, en s'engageant qu'à bon escient, concédera à l'Etat bourgeois le droit à son développement social. Il l'acculera même, dans certaines circonstances, aux solutions les plus hardies. Il lui imposera des assurances sociales, des réformes légales, des travaux d'utilité publique. Il faut que ça « biche » !

Mais, en même temps, il ne perdra jamais de vue que la possession du pouvoir est le souverain bien et que, pour tracer la ligne, pour entrer dans le courant, pour « gouverner », c'est-à-dire pour mettre la force de l'Etat au service d'une cause, de la sienne, il faut avoir en mains le pouvoir, tout le pouvoir.

Pas plus malin que ça. On donne tout le pouvoir à l'Etat, pour devenir ensuite à son tour ce pouvoir. Et alors ceux qui seront ce pouvoir pourront sans doute se dire *émancipes*, mais la masse n'aura fait que changer de gouvernement, autant dire de maître.

—

Nous n'entendons pas refaire ici la critique de l'Etat et de son rôle historique. Elle a été faite par nombre d'écrivains de la façon la plus convaincante.

Contre l'étatisme, nous nous bornerons à avancer quelques arguments de fait.

Tout d'abord l'Etat moderne n'a pu s'adonner à ses multiples activités économiques et sociales que par une formidable augmentation d'impôts. Et alors la question se pose ainsi: au lieu d'institutions d'Etat, n'eût-il pas mieux valu avoir des institutions sociales libres, créées par les intéressés eux-mêmes? Le monde du travail, bien loin d'être toujours plus lié à l'Etat bourgeois, lui aurait opposé une organisation propre, indépendante, susceptible de développer ses capacités et ses initiatives.

Certes, avant une révolution amenant une large expropriation, nous ne nous faisons pas d'illusion sur ce que peuvent *légalement* les masses, mais il était préférable en tout cas de ne pas donner à l'Etat des forces et des fonctions nouvelles, tout en nous habituant aux gestions directes des intéressés.

D'aucuns trouvent plus commode — et peut-être l'est-il en réalité — de s'adresser à l'Etat pour qu'il s'occupe d'une foule toujours plus grande de choses, mais cela augmente la bureaucratie qui reste malgré tout une classe distincte des autres salariés, et en diminuant la part de salaire dont chaque citoyen peut disposer à sa guise, sa liberté diminue aussi, ainsi que l'a très bien fait ressortir Herbert Spencer. Au surplus, nous ne croyons pas que le fait d'être toujours plus *gouverné*, au lieu d'apprendre toujours plus à *se gouverner*, puisse hâter notre émancipation.

Certain engouement pour la dictature ne vient-il pas du fait de la conception de l'Etat-providence, car de ce dernier à l'homme-providence il n'y a qu'un pas bien vite franchi ?

La pratique séculaire de la servitude n'explique que trop la tendance à demander à un pouvoir de *faire pour nous* ce que nous devrions *faire nous-mêmes*, mais n'est-il pas évident que vis-à-vis de ce pouvoir nous demeurons des sujets, sans compter qu'il se trouve à même de *faire aussi contre nous* tout ce qu'il jugera nécessaire au maintien de sa domination ?

C'est un oreiller de paresse que l'étatisme sur lequel nous pouvons faire naïvement les rêves les plus beaux; mais gare aux terribles réveils de la guerre et du fascisme ! Nous sommes alors pris, et ayant accepté nos chaînes, les ayant même réclamées, comment trouverions nous tout à coup la force de les briser?

Les chaînes de l'étatisme, après tout, ne sont dorées que par une exploitation accrue de notre travail sous forme d'impôts, ne l'oublions pas. Chaque fois qu'il est récla-

Le contremaître. --- Et surtout pas de réclamations... Vous n'êtes plus à un âge où il est permis de réclamer.

mé quelque chose à l'Etat, disons-nous bien que nous ne l'aurons qu'en le payant d'avance, autrement que nous ne le voudrions et en augmentant l'emprise des gouvernants sur les gouvernés.

Mais de toutes les constatations, la plus douloureuse est encore celle-ci: le recours à l'Etat bourgeois ne peut signifier que l'aveu d'impuissance du monde du travail à pourvoir à ses besoins. Et pourtant quelle contradiction! C'est le travail qui assure toute la vie et qui finit par se déclarer impuissant à se l'assurer lui-même! Bien plus, les assureurs du gouvernement, incapables par eux-mêmes d'assurer quoi que ce soit, c'est toujours à ce même monde du travail qu'ils devront s'adresser pour les hommes et les moyens des assurances d'Etat.

Disons-nous bien enfin que c'est dans ce cercle vicieux que notre effort d'émancipation s'est jusqu'à présent perdu.

* ---------- *

Comment concevoir la Révolution

Comme contribution à la discussion que nous avons eue au Groupe de Genève sur le sujet: Comment concevoir la Révolution *— nous donnons ci-après un article de notre camarade Malatesta qui forme une réponse d'une très grande clarté et précision, tenant compte des conditions réelles à prévoir, sans leur rien sacrifier des idées, des moyens et des buts qui doivent constamment nous guider.*

VERS L'ANARCHIE

Il est assez coutume de croire que par le fait que nous nous disons révolutionnaires, nous entendons que l'avènement de l'anarchie doive se produire d'un seul coup, comme conséquence immédiate d'une insurrection, qui abattrait violemment tout ce qui existe et substituerait à cela des institutions vraiment nouvelles. A dire vrai, il ne manque pas de camarades qui conçoivent la *révolution de telle façon.*

Ce malentendu explique pourquoi parmi nos adversaires beaucoup croient, de bonne foi, que l'anarchie est une chose impossible; et cela explique aussi pourquoi certains camarades, voyant que l'anarchie ne peut venir soudainement, étant donné les conditions morales actuelles de la foule, vivent entre un dogmatisme qui les met en dehors de la vie réelle et un opportunisme qui leur fait pratiquement oublier qu'ils sont anarchistes et, qu'en cette qualité, ils doivent combattre pour l'anarchie.

Maintenant, il est certain que le triomphe de l'anarchie ne peut être l'effet d'un miracle, pas plus qu'il ne peut se produire en dépit, en contradiction de la loi de l'évolution: que rien n'arrive sans cause suffisante, que rien ne peut se faire si la force nécessaire manque.

Si nous voulions substituer un gouvernement à un autre, c'est-à-dire imopser notre volonté aux autres, il suffirait, pour cela, d'acqurir la force matérielle indispensable pour abattre les oppresseurs et nous mettre à leur place.

Mais au contraire, nous voulons l'*Anarchie*, soit une société fondée sur l'accord libre et volontaire, dans laquelle personne ne puisse imposer sa volonté à autrui, où tous puissent faire comme ils l'entendent et concourir volontairement au bien-être général. Son triomphe ne sera définitif, universel que lorsque tous les hommes ne voudront plus être commandés ni commander à d'autres et auront compris les avantages de la solidarité pour savoir organiser un système social dans lequel il n'y aura plus trace de violence et de coercition.

D'autre part comme la conscience, la volonté, la capacité augmentent graduellement et ne peuvent trouver l'occasion et les moyens de se développer que dans la transformation graduelle du milieu et dans la réalisation des volontés au fur et à mesure qu'elles se forment et deviennent impérieuses, de même l'anarchie ne s'instaurera que peu à peu pour s'intensifier et s'élargir toujours plus.

Il ne s'agit dons pas d'arriver à l'anarchie aujourd'hui ou demain ou dans dix siècles, mais de s'acheminer ver l'anarchie aujourd'hui, demain et toujours.

L'anarchie est l'abolition du vol et de l'oppression de l'homme par l'homme, c'est-à-dire l'abolition de la propriété individuelle et du gouvernement. L'anarchie est la destruction de la misère, des superstitions et de la haine. Donc, chaque coup porté aux institutions de la propriété individuelle et du gouvernement, est un pas vers l'anarchie, de même que chaque mensonge dévoilé ,chaque parcelle d'activité humaine soustraite au contrôle de l'autorité, chaque effort tendant à élever la conscience populaire et à augmenter l'esprit de solidarité et d'initiative ainsi qu'à égaliser les conditions. Le problème réside dans le fait de savoir choisir la voie qui réellement nous rapproche de la réalisation de notre idéal et de ne pas confondre les vrais progrès avec ces réformes hypocrites, qui, sous prétexte d'améliorations immédiates, tendent à distraire le peuple de la lutte contre l'autorité et le capitalisme, à paralyser son action et à lui laisser espérer que quelque chose peut être obtenu de la bonté des patrons et des gouvernements. Le problème est de savoir employer la part de forces que nous avons et que nous acquérons de la façon la plus économique et la plus utile à notre but. Aujourd'hui dans chaque pays il y a un gouvernement qui, par la force brutale, impose la loi à tous, nous contraint tous à nous laisser exploiter et à maintenir, que cela nous plaise ou non, les institutions existantes, à empêcher que les minorités puissent mettre en action leurs idées et que l'organisation sociale en général puisse se modifier suivant les variations de l'opinion publique. Le cours régulier pacifique de l'évolution est arrêté par la violence et c'est par la violence qu'il faudra lui ouvrir la route. C'est pour cela que nous voulons la révolution violente aujourd'hui et que nous la voudrons toujours ainsi, aussi longtemps que l'on voudra imposer à quelqu'un par la force une chose contraire à sa volonté. La violence gouvernementale supprimée, notre violence n'aurait plus sa raison d'être.

Nous ne pouvons pour le moment abattre le gouvernement existant, peut-être ne pourrons-nous pas empêcher demain que sur les ruines du gouvernement actuel, un autre ne surgisse; mais cela ne nous empêche pas aujourd'hui de même que cela ne nous empêchera pas demain de combattre n'importe quel gouvernement en refusant de nous soumettre à la loi chaque fois que cela nous est possible et d'opposer la force à la force.

Chaque fois que l'autorité est amoindrie, chaque fois qu'une plus grande somme de liberté est conquise et non mendiée, c'est un progrès vers l'anarchie. Il en est de même chaque fois aussi que nous considérons le gouvernement comme un ennemi avec lequel il ne faut jamais faire trève, après nous être bien convaincus que la diminution des maux engendrés par lui n'est possible que par la diminution de ses attributoins et de sa force et non dans l'augmentation du nombre des gouvernants ou par le fait de les faire élire par les gouvernés eux-mêmes.

Par gouvernement nous entendons tout homme ou groupement d'individus, dans l'Etat, les Conseils, la Municipalité ou l'association, ayant le droit de faire la loi ou de l'imposer à ceux à qui elle ne plaît pas.

Nous ne pouvons pour le moment abolir la propriété individuelle, nous ne pouvons pour l'instant disposer des moyens de production nécessaires pour travailler librement; peut-être ne le pourrons-nous pas encore lors d'un prochain mouvement insurrectionnel; mais cela ne nous empêche pas aujourd'hui déjà, comme cela ne nous empêchera pas demain, de combattre continuellement le capitalisme. Chaque victoire, si minime soit-elle, des travailleurs sur le patronat, chaque effort contre l'exploitation, chaque parcelle de richesse soustraite aux propriétaires et mise à la disposition de tous, sera un progrès, un pas sur la voie de l'anarchie, comme chaque fait tendant à augmenter les exigences des ouvriers et à donner plus d'activité à la lutte, toutes les fois que nous pourrons envisager ce que nous aurons gagné, comme une victoire sur l'ennemi et non comme une concession dont nous devrions être reconnaissants, chaque fois que nous affirmerons notre volonté d'enlever par la force, aux propriétaires, les moyens que, protégés par le gouvernement, ils ont enlevés aux travailleurs.

Le droit de la force disparu de la société humaine, les moyens de production mis à la disposition de ceux qui veulent produire, le reste sera le résultat de l'évolution pacifique.

L'anarchie ne serait pas encore réalisée ou elle ne le serait que pour ceux qui la veulent et seulement pour les choses où le concours des non anarchistes n'est pas indispensable. Elle s'étendra ainsi gagnant peu à peu les hommes et les choses, jusqu'à ce qu'elle embrasse toute l'humanité et toutes les manifestations de la vie.

Une fois le gouvernement disparu, avec toutes les institutions nuisibles qu'il protège, une fois la liberté conquise pour tous ainsi que le droit aux instruments de travail, sans lequel la liberté est un mensonge, nous n'entendons détruire toutes choses qu'au fur et à mesure que nous pourrons en substituer d'atres.

Par exemple: le service de ravitaillement est mal fait dans la société actuelle, il s'effectue d'une façon anormale avec un grand gaspillage de force et de matériel et seulement en vue des intérêts des capitalistes; mais en somme de quelque façon que s'opère la consommation, il serait absurde de vouloir désorganiser ce service, si nous ne sommes pas en mesure d'assurer l'alimentation du peuple plus logiquement et plus équitablement.

Il existe un service des postes, nous avons mille critiques à en faire, mais pour l'instant nous nous en servons pour envoyer nos lettre ou pour en recevoir, supportons-le donc comme il est tant que nous n'aurons pu le corriger.

Il y a des écoles, hélas, combien mauvaises, pourtant nous ne voudrions pas que nos fils restassent sans apprendre à lire ni à écrire, en attendant que nous ayions pu organiser des écoles modèles suffisantes pour tous.

Par là nous voyons que pour instaurer l'anarchie il ne suffit pas d'avoir la force matérielle pour faire la révolution, mais il importe aussi que les travailleurs associés selon les diverses branches de production, soient en mesure d'assurer par eux-mêmes le fonctionnement de la vie sociale sans le secours des capitalistes et du gouvernement.

On peut constater de même que les idées anarchistes, loin d'être en contradiction avec les lois de l'évolution basée sur la science, comme le prétendent les socialistes scientifiques, sont des conceptions qui s'adaptent parfaitement à elles: c'est le système expérimental transporté du terrain des recherches dans le champ des réalisations sociales.

Errico MALATESTA.

* ---------- *

En U. R. S. S.

—o—

Les bolchevistes ont cette chance particulière qu'accusés par une presse bourgeoise idiote de crimes imaginaires, ils peuvent en les démentant comprendre dans le démenti leurs crimes bien réels, établis de la façon la plus incontestable. Faute de place, nous n'avons pu donner jusqu'à présent les renseignements paraissant chaque mois et concernant nos camarades anarchistes persécutés en Russie. Voici le communiqué que nous venons de recevoir. Chacun y verra que la dictature soi-disant du prolétariat persécute les esprits libres avec la même férocité que la dictature fasciste.

Les camarades V. Markhonine, Nicolas Toumanoff et M. Litchkovski, ayant terminé leur peine d'emprisonnement à Solovki, sont tous les trois exilés en Sibérie, pour 3 ans.

Le camarade M. Ney-Neyrkoug est exilé, après 9 ans d'emprisonnement à Boutyrki et à Solovki, dans la région d'Oural, à Sourgout.

Nos jeunes camarades Victor Sergueieff, Vladimir Egoroff et Constantin Andreieff, arrêtés récemment et accusés d'avoir gardé chez eux des publications anarchistes (de vieille date!), viennent d'être « condamnés à à 3 ans de réclusion dans la prison de Verkhné-Ouralsk.

Le camarade V. Koliada-Korosteleff a terminé sa peine de réclusion à Solovki. Il est exilé pour 3 ans à Obdorsk (région d'Oural). Ce camarade ,ouvrier couvreur, avait émigré aux Etats Unis d'Amérique avant la révolution. Devenu militant actif dans les rangs des I. W. W. à Chicago et à Baltimore ,il était très connu parmi les membres de ces organisations.

Daprès les dernières nouvelles reçues, le camarade F. Ghezzi, enfermé dans la prison de Souzdal, y est jeté dans un cachot humide et sans lumièr.e

Le camarade Nicolas Rodgaieff, qui se trouve dans la même prison, est gravement malade. Vu son épuisement physique, on craint une issue fatale.

Le 4 septembre 1929, notre vieux camarade D. Nazimoff (dit Diadia Vania) a subitement succombé à une crise cardiaque, à Leningrad.

Extraits des lettres de nos camarades exilés

1. La ville de N. n'est pas bien grande. Nous y sommes mieux que dans le Nord, certes, mais loin d'être bien. La vie est très chère. La crise de logement s'accentue tous les jours. Le nombre des exilés approche de 150. Presque tous sont sans travail, bien que tout le monde en cherche, sans se lasser. Moi-même je suis constamment à la recherche du travail. Oui, il est dur à trouver le morceau de pain quotidien. N'étant plus actuellement membre du syndicat, je n'en trouve pas. Je suis enregistrée à la Bourse comme tous les autres, mais dans ma situation d'exilée on n'ose même pas me promettre de l'ouvrage.

2. Nos copains à Solovki vivent dans des conditions incroyalbement pénibles. Toutefois, leur moral reste intact. Leur courage, leur esprit révolutionnaire sont remarquables. Et c'est ainsi chez tous les camarades, et partout.

Quant aux moyens de vivre, la situation est franchement mauvaise. La centralisation dans notre pays est extraordinaire. Toutes les institutions fonctionnent sous les ordres d'un dictateur extrêmement puissant qui a « ses yeux » partout. Après avoir « purgé » notre peine (en réalité, elle n'est jamais « purgée ») nous recevons tous une sorte d'extrait d'un casier judiciaire bien chargé qui nous interdit de faire quoi que ce soit.

Le camarade M. avait du travail jusqu'à ces derniers jours. Dernièrement il fut renvoyé lui aussi. En sa qualité d'ancien exilé, il est exclu du syndicat (dont il fut membre pendant 12 ans) et c'est pour cela qu'il a été congédié comme « koulak », donc comme un « sans droits ». Sa compagne est également menacée d'être renvoyée d'un jour à l'autre. On ne lui pardonnera jamais d'être la compagne d'un « koulak ». Et puisque le malheur ne vient jamais seul, on les chasse maintenant de leur logement communal. Ils seront ainsi obligés de quitter cette ville dans l'espoir de ne pas être inquiétés dans une autre. Cependant, cet espoir est bien aléatoire, car «des yeux » existent partout.

Lorsque quelqu'un tombe en disgrâce, tous ses proches sont frappés. Ainsi la fille de M. vient d'être chassée de l'Université où elle était en train de faire sa dernière annés. Quel fut donc son crime? Elle n'habitait pas même avec son père. Mais voilà, durant quatre ans on la considérait comme « fille de prolétaire » et losrque, à la quatrième année, le « prolétaire », après l'exil et l'interdiction de droits civiques, fut transformé en « koulak », elle devint logiquement « fille de koulak ».

Je connais un autre cas, plus typique encore. Le camarade B. a une fille âgée de 15 ans. Comme vous le savez, ce camarade est de la « vieille garde ». Son passé révolutionnaire est extrêmement riche. N'importe que l« communiste » pourrait envier son « stage ». De plus, il est fils et petit-fils d'ouvriers. Bref, un prolétaire dans toute l'acception du mot. Récemment il a été arrêté et exil éen Extrême-Nord. Sa compagne et ses deux enfants restèrent sans soutien. Ensuite le syndicat complaisant (dont il fut depuis longtemps membre du Conseil d'administration, constamment élu par les ouvriers) l'a exclu de ses rangs. Il devint donc officiellement un « sans droits ». Aussitôt, les enfants sont rendus responsables des péchés de leur père: la petite est exclue de l'école comme « fille d'un sans droits »!

3. Un convoi de 140 personnes vient d'arriver dans nos parages. Une quarantaine d'entre elles ont des gelures graves. Quelques hommes de ce convoi resteront ici et compléteront ainsi notre « colonie ».

On dit que la situation dans la prison de Verkhné-Ouralsk est insupportable. Récemment les autorités auraient fait usage d'une « douche froide » contre les reclus.

Vous pouvez me féliciter: je fête le dixième anniversaire de mon séjour dans les prisons soviétiques.

4. Après 22 mois de chômage, j'ai enfin trouvé du travail comme monteur. On m'a permis de travailler pendant *quatre jours.* Au cinquième jour, je fus arrêté, pour des motifs inconnus, et expédié à N. Il y existe une usine récemment construite, mais on n'y embauche pas les exilés. Donc, plus aucun espoir de trouver de l'ouvrage.

5. Depuis l'année dernière, j'ai eu l'occasion de voir la campagne et le paysan d'assez près. Mon impression est extrêmement pénible. Je n'ai vu nul indice d'une vie nouvelle, en Sibérie au moins. Une moitié des paysans, les vieux et quelques jeunes, fréquentent l'église, l'autre moitié, la jeunesse surtout, passe son temps dans des cercles. Ces derniers, d'ailleurs, ne remplissent aucunement leur rôle éducatif Les jours de fête, c'est partout une soulerie générale. Au reste, on s'attend à la venue prochaine de l'antéchrist. Tous les jours on me questionne à ce sujet, supposant que je suis au courant. Il n'est jamais encore arrivé, disent les paysans, que la Sibérie manquât de pain ou de bétail. C'est l'antéchrist qui vient. Il forcera tout le monde d'entrer dans les colkhos (entreprises collectives ou communes soviétiques officielles. N. d. T.) et alors nous mourrons tous de la famine. — Si la venue de l'antéchrist est douteuse, le manque de pain et de bétail est la vérité même. Sainte vérité aussi le moyen de compléter les colkhos par la contrainte. Un Européen n'y croirait peut-être pas, mais celui qui, ayant vécu en Russie, connaît bien la soumission séculaire du paysan russe, ne mettra pas en doute la posibilité d'en faire un esclave accompli. Heureusement, le fait n'est pas général. Des cas de résistance et d'insoumission se produisent par-ci par-là.

Fonds de secours de lA. I. T. pour les anarchistes et anarcho-syndicalistes emprisonnés en Russie.

Paris, février 1930.

☛ Le *Réveil anarchiste* est en vente:

A GENEVE :

32, Rue Rousseau.
51, Rue du Rhône.
11, Rue de Carouge.
12, Rue des Grottes (chez le père Vincent).

* ---------- *

SACCO ET VANZETTI

Superbe lithographie en quatre couleurs, format 50 × 65 cm., au prix de 1 franc l'exemplaire.

L'infâme chaise brisée, Thayer, Fuller et Elliott gisent sous elle, tandis que Vanzetti donnant la main à Sacco, répète à la foule les paroles : « Je veux un toit pour chaque famille, du pain pour chaque bouche, de l'éducation pour chaque cœur, de la lumière pour chaque intelligence. »

Lettre de France

—o—

Les Annamites et l'Indochine française.

On sait qu'il y a eu des troubles en Indo-Chine: des soldats indochinois embrigadés par la métropole ont dressé leurs armes contre elle et ont essayé de soulever leurs compatriotes.

Les journaux, dûment stylés, racontent que la révolte est mâtée et qu'elle était due uniquement à des excitateurs bolchevistes.

Voire, eut dit Rabelais

Les étudiants qui assistaient il y a une quinzaine, à une conférence sur le Colonialisme ,donnée à la Mairie du Panthéon par l'Association universitaire des étudiants républicains et socialistes, ont vu se lever, à l'heure de la discussion, un jeune Annamite employé dans un restaurant parisien. Cet Annamite a exactement prononcé les paroles suivantes: « Le conférencier a dit juste quand il a rappelé les mauvais traitements subis par les Annamites du fait des colons. Je considère les Français comme de véritables ogres. Quand j'étais petit et que des Français approchaient de la maison, ma mère me disait: « Cache-toi, voici des ogres.» Oui, ce sont de vértables ogres; mais ils ne sont que vingt mille et nous sommes des millions et, tous, nous n'avons qu'une idée: les exterminer jusqu'au dernier. »

Excitateurs bolchevistes ou antibolchevistes ne peuvent et ne pourront jamais rien contre un tel état d'esprit, résultat de cinquante années de colonisation, et qui ne disparaîtra qu'avec le colonialisme lui-même.

Où gît l'erreur.

La récente révolte indo-chinoise tourmente beaucoup la bourgeoisie française et ses journaux la commentent à l'envi.

Le 20 février, l'un d'eux a avoué, sans certainement penser à mal, que si elle avait gagné tant de terrain, cela tenait à une nouvelle répartition du contingent militaire. Jadis, les Cambodgiens étaient appelés à faire leur service en Annam et les Annamites faisaient leur service au Cambodge. Quand il y avait des troubles, les Cambodgiens tiraient tout naturellement, au premier commandement, sur la foule annamite ou, réciproquement, les Annamites sur la foule cambodgienne. Un pauvre d'esprit changea une si belle harmonie et fit mobiliser chaque colon dans son propre pays. Lors des derniers événements, les Annamites ne voulurent pas tirer sur leurs parents et sur leurs congénères. Bien au contraire, ils leur prêtèrent main-forte. Un beau non-sens colonial, n'est-ce pas?

Limitation de naissances.

Dans une conférence faite aux officiers de réserve du service de santé à l'Ecole de perfectionnement des officiers de réserve, à Bourges, le 24 novembre 1929, le conférencier a annoncé comme « un fait médico-social étonnant » qu'il existait dans les hôpitaux d'Angleterre des consultations où l'on enseignait aux femmes à limiter les naissances.

Au nord du détroit du Pas-de-Calais, enseignement officiel pour la limitation des naissances, au sud, à demi-heure de là, la France punit d'un fort emprisonnement le même enseignement.

Panaït Istrati.

Le grand écrivain Panaït Istrati vient de se faire naturaliser français.

Le gouvernement égyptien lui a refusé l'entrée de l'Egypte sous prétexte qu'il est un « professionnel de la propagande subversive » et bien que ses passeports fussent en règle. La Grèce, la Roumanie lui ont fermé leur porte. Il est donc maintenant naturalisé français et il écrit: « Je demande à la France sa protection, *mais je lui déclare que je n'irai pas à la guerre, même si on la lui fait.* » *(Les Nouvelles littéraires* du 20 février 1930.)

Les mutineries de 1917.

J. Jolinon, l'auteur du *Valet de gloire*, dont il a été parlé ici, vient de publier un nouveau livre évocateur de la dernière guerre, *Les Revenants dans la boutique.* Les « revenants », ce sont les anciens combattants qui lassés par les fatigues de la guerre, se sont tus pendant dix ans, et puis qui réapparaissent dans la « boutique républicaine » pour dire leur fait aux profiteurs et à ceux qui, sûrs de rester à l'arrière et de s'y emplir les poches à nouveau, ne demanderaient pas mieux que de « remettre ça ».

Jolinon a évoqué dans ses livres, les mutineries de 1917. Et alors de bons petits écrivains réactionnaires ont essayé de lui infliger des démentis.

Jolinon a profité d'une interview dans *Les Nouvelles littéraires* du 6 février pour spécifier nettement que si ces mutineries avaient un fonds solide dans l'état d'esprit des soldats d'alors, le déclanchement en avait été surveillé et excité par des agents de la police de l'armée camouflés en combattants.

Dont acte. A. M.

—

La mise au point de Joseph Jolinon est d'une gravité telle que nous croyons devoir la reproduire à notre tour:

J'ai failli être cité comme témoin en Haute-Cour. Voici d'ailleurs l'histoire: Le quatrième jour du conseil de guerre, où comparaissaient, dans la salle centrale du Palais de justice de Soissons, nos trente-deux camarades inculpés d'instigation de révolte, crime puni de mort comme vous savez, alors qu'avec les autres défenseurs nous recherchons le moyen d'obtenir la grâce de ces malheureux que nous voyions d'avance promis pour la plupart à la peine capitale, un lieutenant de mon régiment qui défendait trois des plus coupables, s'écria qu'ils avaient dû être entraînés. Il se souvenait formellement d'avoir vu parmi les mutins un soldat inconnu, fou furieux, manifestant plus fort que les autres et les invitant à la révolte. Il l'avait interpellé. L'homme, sans répondre, faisant signe au lieutenant de venir à l'écart, lui avait montré une carte d'agent de la sûreté. Notez bien qu'il ne dit pas d'agent de la sûreté du ministère de l'Intérieur, mais une carte d'agent de la sûreté de l'armée.

Nous, alors, voyant là un argument favorable à la défense des prévenus, avons prié un de nos autres camarades défenseurs, mon ami le téléphoniste Damiron, aujourd'hui chef de contentieux à la Gresham, qui partait en permission pour Paris, de signaler au sénateur H. Bérenger qu'il connaissait, cette circonstance très atténuante en faveur des accusés. Damiron s'en chargea. Il en résulta que sur les sept mutins condamnés à mort à l'unanimité, un seul fut exécuté. Ceci, je le répète, devenu le document Bérenger, servit de point de départ à toute l'affaire Malvy. Or, en Haute-Cour, Damiron et le lieutenant ayant été cités, une enquête fut ordonnée afin de rechercher l'agent provocateur. Elle révéla qu'il s'agissait d'un agent de la sûreté de l'armée venu en surveillance. Il ne m'appartient pas de conclure, mais vous voyez que j'eus raison d'insister sur cette mystérieuse mutinerie.

* ┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄ *

Chronique genevoise

—o—

Les puritains.

Vendredi 18 février a eu lieu à la Réformation l'assemblée générale et publique de l'Action, ligue suisse de salubrité morale.

Par curiosité et pour entendre « le brillant orateur français, l'abbé Viollet », comme l'annonçaient les journaux, je me suis rendue à cette assemblée.

La salle était comble. Beaucoup de femmes, portant robes longues et cols bien fermés. Par-ci, par-là, quelques élégantes, venues là certainement par snobisme, histoire de dire le lendemain: Vous avez entendu, ma chère, quel talent, quelle voix!

M. Mestral de Combremont, président de l'assemblée, ouvre la séance par quelques mots sur l'activité déployée par la ligue et termine par l'inévitable appel au porte-monnaie.

Il donne ensuite la parole à l'abbé Viollet..

L'austérité de la salle n'empêche pas celui-ci de crier très, très fort ses convictions et les journaux ont eu raison de dire de lui « qu'il est un officier en soutane ». Mordieu quelle voix. Je le vois très bien commander une troupe de dragons ou encourager les soldats à partir à l'assaut d'une tranchée.

Il vocifère contre les livres de Victor Margueritte et contre les cinémas. L'abbé s'étend très longuement sur la façon dont on représente le baiser dans les films. Deux amants s'aiment et s'embrassent d'une façon très tendre. Quelle horreur! Sous ce rapport j'estime que M. l'abbé Viollet devrait faire ses conférences dans les séminaires et dans les couvents où on « s'aime » d'une façon différente, mais surtout anormale.

L'orateur s'en prend encore aux exhibitions de nu et termine sa conférence par cette phrase: « La société doit être la gardienne de la morale, nous ne voulons plus d'une société gardienne des coffres-forts. »

Voilà bien l'hypocrisie la plus infâme: celle d'un cléricalisme qui voudrait se montrer l'ennemi de la ploutocratie, après avoir proclamé dans les encycliques de tous ses papes qu'il faut des riches et des pauvres ne fût-ce que pour donner lieu à l'exercice de la charité, après avoir tout mis en œuvre pour que les déshérités se résignent à leur sort, en condamnant hautement toute action de résistance, de défense et de revendication des travailleurs contre le capital. Pie XI, exigeant d'une Italie particulièrement appauvrie 1750 millions de lires, nous avait déjà dit le Père Janvier, faisait preuve de tout son détachement des richesses! Quels canailles, ces gens d'église!

Laissons le reste. M. le pasteur Schorer fut d'ailleurs particulièrement nul. A y regarder de près, sous prétexte de défense de la morale, c'est bien encore la défense des coffres-forts que ces Messieurs visent par une voie détournée. *Claudine.*

* ┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄ *

Genève — Imprim., 23, rue des Bains

Elections judiciaires.

Sous peu ,paraît-il, les bons électeurs seront appelés à nommer le corps judiciaire. Voilà une très grande conquête démocratique, qui n'empêche pas la justice à Genève d'être ce qu'elle est partout ailleurs, dure aux pauvres et indulgente aux riches.

Nous n'en parlons que pour avoir lu dans l'organe socialiste une mise en garde contre les juges francs-maçons. Comme s'il n'y avait que ces derniers à craindre! Est-ce que les juges cléricaux ne sont pas plus dangereux, et tous ensemble, les juges de n'importe quel parti ne peuvent-ils être soupçonnés de partialité pour le parti qui les a désignés?

Nous n'avons aucune sympathie pour les francs-maçons, loin de là. Mais pourquoi s'en prendre à eux seuls? Et puis, les socialistes pour faire admettre trois ou quatre des leurs, quelle liste n'ont-ils pas déjà recommandée? Ne voulaient-ils pas nous donner l'ancien procureur Navazza comme un modèle d'intégrité, alors qu'il n'a jamais hésité à violer la loi chaque fois qu'il s'agissait d'arracher une condamnation particulièrement dure contre des ouvriers révoltés?

C'est égal, si se donner des juges est déjà une énormité, se donner comme tels des hommes que le plus souvent l'électeur ne connaît nullement, voilà qui laisse vraiment rêveur.

La robe des avocats.

Les avocats genevois ont vraiment du temps à perdre. Ils ont discuté sérieusement des heures durant s'ils allaient réclamer le port de la robe, qui n'existe dans aucun canton suisse, histoire de singer les Français dans ce qu'ils peuvent avoir de ridicule. Mais nous sommes sans doute en carnaval et les maîtres de la basoche songent sans doute à une mascarade. Ces messieurs pourraient discuter de choses autrement importantes et avancer des propositions d'une bien autre portée à propos du fonctionement de la justice, mais ils ne paraissent guère s'en préoccuper. Dame, c'est surtout le pauvre monde, pas intéressant apr définition, qui écope.

Conférence Torrès.

M. le royaliste Fabre n'est pas content. Me Henry Torrès est venu à Genève parler de la *Marseillaise*, l'hymne révolutionnaire qui reste beau, même après avoir été joué en Afrique par les moines de feu le cardinal Lavigerie, si nous avons bonne souvenance. L'avocat parisien l'a fait sans médire des hommes et des choses de la Révolution française, selon le bon ton des fascistes de tout acabit ,et il a su rendre l'enthousiasme de l'époque ,enthousiasme qui a pu être déçu, mais qui n'en a pas moins permis à l'humanité de faire un merveilleux bond en avant au cours du *stupide* XIXe siècle. Or, l'évolution même qui s'est poursuivie dans tous les domaines de la vie se trouve entravée par les survivances du passé; il s'agit de les écarter par un nouveau progrès révolutionnaire. Mais M. Fabre, lui, s'accroche à ses survivances, veut les fortifier, et promet un renouveau, tout en ne rêvant que le retour à un passé maudit. Le fascisme a tout de même du plomb dans l'aile, que M. Fabre se le dise.

* ┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄ *

TRIBUNE SYNDICALE

—o—

LES DEUX COURANTS

Il est avéré que dans le mouvement ouvrier et syndicaliste en particulier, nous avons deux courants: le réformiste et le révolutionnaire.

Très souvent les partisans de l'un ou de l'autre de ces deux courants se cantonnent farouchement dans leurs positions en se mitraillant des épithètes de: Réformistes! Révolutionnaires. Comme si ces vocables signifiaient quelque chose d'infamant ou d'utopiste.

Disons tout d'abord que nous ne surestimons pas la valeur du syndicalisme. Nous voyons simplement en lui une force capable d'améliorer immédiatement les conditions de vie de la classe ouvrière. Il est également un puissant élément d'évolution, aidant et préparant les travailleurs dans leurs visées d'émancipation.

Partant de ce point de vue, il est aisé de comprendre que réformes et révolution ne s'excluent pas, mais au contraire se complètent.

En examinant les moyens employés jusqu'à ce jour par le syndicalisme, nous remarquons toujours, quant au fond, les mêmes méthodes, mais appliquées avec plus ou moins de vigueur. Elles ont apporté d'indéniables améliorations aux conditions de vie de la classe ouvrière. Aurait-on pu faire davantage en employant exclusivement l'une ou l'autre méthode? Nous en doutons.

Tout en reconnaissant que c'est grâce à l'impulsion des révolutionnaires que les travailleurs ont été de l'avant, nous devons convenir que bien souvent ces masses avaient donné tout ce dont elles étaient capables au moment donné. Dès lors les partisans du réformisme ont eu une certaine utilité pour consolider et souvent rendre effectifs les avantages obtenus par les premiers. Nous en déduisons que l'action directe et l'action réformiste ne sont pas incompatibles dans le syndicalisme.

Il serait vraiment absurde de croire que les travailleurs s'émanciperont en attendant benoîtement que la bourgeoisie cède ses privilèges devant les affirmations de Justice de la classe ouvrière. Mais il serait également dangereux de penser qu'il est possible d'employer l'action révolutionnaire en tous temps, lieux et occasions. Les faits et l'expérience prouvent que les revendications ouvrières n'ont de chances d'aboutir que pour autant qu'il y a des masses animées d'esprit de lutte. Mais les partisans des méthodes révolutionnaires seraient absolument ridicules de se désintéresser des revendications immédiates, telles que règlementation du travail, réduction d'horaire, augmentation de salaires, etc., qui en définitive ne sont que de petites réformes.

Le mouvement ouvrier politique est divisé sur des questions de principes pour l'avenir. Le syndicalisme doit être une synthèse due aux travailleurs en lutte contre le capitalisme pour des améliorations immédiates. Lorsque les circonstances et les nécessités le permettent ou l'obligent, le syndicalisme doit pouvoir employer toutes ses forces dans l'action révolutionnaire, comme il doit pouvoir en période d'accalmie ou de trève s'appliquer à réaliser et à développer tout ce qui peut faire un mouvement ouvrier solide et préparé à de nouvelles conquêtes.

Ne perdons jamais de vue que le but du syndicalisme est l'expropriation de la bourgeoisie et du capitalisme, sans laquelle toute émancipation véritable sera impossible.

L. T.

FRERES ENNEMIS

Socialistes et communiste se disputent violemment pour s'assurer la suprématie au sein du mouvement syndical. A Bâle et à Zurich, des ouvriers aveuglés ont même échangé des coups.

Nous avons aussi, il y a une vingtaine d'années, mené une sérieuse lutte contre la centralisation, le fonctionnarisme, le syndicat obligatoire, l'omnipotence des Comités centraux, les communautés professionnelles, etc., mais nous étions sincères. Ce que nous condamnions chez les autres, nous n'aurions pas voulu le pratiquer nous-mêmes, tandis que les dirigeants communistes sont partisans pour leur compte de tout ce qu'ils reprochent aux socialistes.

Ce qui se passe en France en est une preuve évidente. Les syndicats inféodés au Parti communiste n'ont plus qu'à en suivre les ordres, souvent absurdes et bien propres à procurer des cuisantes défaites. Qu'importe. Et lâche, traître, kroumir, etc., tout individu qui ne s'en tient pas strictement aux ordres de comités qui parfois lui sont inconnus et qu'il n'a pas même désignés.

Les violences des communistes ne cachent qu'un désir de dominer à leur tour le monde du travail et non de le libérer. C'est pourquoi nous regardons avec une cordiale méfiance leurs tentatives. Elles compromettent d'emblée tout succès, qui n'est possible, sur le terrain syndical surtout, que grâce à l'union la plus étroite.

Cette année des mouvements de salaires et autres sont annoncés de différents côtés, mais il est facile de prévoir que sans entente au-dessus des partis, leur échec est certain. Peut-être, d'aucuns l'escomptent dans l'espoir précisément de se présenter ensuite comme sauveurs de l'organisation. Mais, ayant pour finir semé la démoralisation, la majorité au lieu d'aller à eux tombera dans l'indifférence, qu'il faut ensuite de longues années pour vaincre. C'est ainsi que politique et politiciens ont toujours conduit le mouvement ouvrier à sa perte. A nous de chercher à lui donner un vrai sentiment de solidarité révolutionnaire.

* ┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄┄ *

Notes en marge

—o—

Vol du bon Dieu.

La pressa quotidienne publie la dépêche suivante:

ROME, 1er mars. — Des voleurs se sont introduits dans la Basilique de Sainte-Marie, où ils ont ouvert le tabernacle et se sont emparés du ciboire.

Voilà donc le bon Dieu qui se laisse voler, et cela à Rome même, après le rétablissement du pouvoir temporel, sous la dictature de l'homme de la Providence. Où pourra-t-il désormais se croire en sûreté?

L'affaire Berneri.

Cette affaire a eu son épilogue devant la 18e Chambre correctionnelle à Bruxelles. Le Parquet belge n'avait retenu autre chose que le délit de faux passeport et le délit de port d'arme prohibée. Toutes les histoires de complot avaient été écartées. Leur inventeur Menapace avait pris le large. La police belge, qui s'en était servie comme in-

dicateur, lui ayant laissé tout le temps nécessaire.

L'*Indépendance Belge* qui, renseignée directement par l'Ambassade italienne, avait, la première, mené un grand bruit autour des soi-disant attentats, en est réduite à s'attacher à cette phrase du défenseur de Berneri:

Le complot ne fut peut-être pas l'œuvre de Menapace, mais il éclata à l'occasion des menées de Menapace.

Cela veut dire en tout cas que sans Menapace il n'en aurait pas été question. Et puis, il faudrait s'entendre sur ce mot de complot. Parmi les dix millions d'Italiens à l'étranger, la grande majorité souhaite sans doute la chute de Mussolini et quelques milliers sont prêts à œuvrer à cet effet. Est-ce ce complot-là dont on entend parler En ce cas il existe, et il est autrement étendu et menaçant que tous les complots de tous les Menapace à la solde de Mussolini.

L'*Indépendance Belge* n'en est pas moins forcée de conclure par cette réflexion :

Quant aux préventions elles-mêmes, il faut reconnaître que Me De Bock défendit avec beaucoup d'habileté et une connaissance parfaite de la jurisprudence, son client. N'eût été « l'atmosphère », il eût probablement arraché un acquittement ou une condamnation bénigne.

C'est la feuille même qui avait le plus tenté d'exploiter l'affaire Berneri en un sens fasciste, qui doit en venir à cette conclusion. Condamnation injuste, donc celle à cinq mois de Berneri, un petit service rendu à Mussolini dans l'impossibilité absolue de lui en rendre un grand.

En attendant, le consul général fasciste à Bruxelles, M. Giurati, a été rappelé sans tarder, et son Menapace se voit condamné à sept mois de prison. C'est là tout le grand succès obtenu par le fascisme. N'insistons pas.

Infamie capitaliste.

En Allemagne, le procureur de la République près la Cour suprême de Leipzig vient d'ordonner l'ouverture d'une instruction contre les firmes Krupp et Thyssen, accusées de haute trahison pendant la guerre. Ces deux maisons, pendant les hostilités, ont livré du matériel de guerre à des puissances ex-ennemies.

Depuis longtemps, nous savons que les belligérants se fournissaient chez leurs ennemis respectifs à travers la Suisse neutre. Des intermédiaires de chez nous ont gagné à ce jeu de fortes sommes. Des brouilles entre grandes maisons ont permis d'établir l'existence et le fonctionnement pendant la guerre de ce qu'un écrivain allemand a baptisé l'*Internaitonale sanglante des industries d'armements.*

Les affaires sont les affaires et si les Etats capitalistes trouvent autant de difficultés à établir la paix, c'est précisément parce que le temps de guerre est le plus favorable aux affaires.

Ce qui est navrant, c'est de voir l'indifférence des peuples même après les millions de cadavres de la boucherie mondiale. Que leur faudra-t-il donc pour ouvrir enfin les yeux et déraciner à jamais le militarisme?

Le député fasciste.

Nous avions enregistré le bruit que le nouvel écusson du Fascio de Bellinzone, que ce dernier se vantait d'avoir reçu en don d'un citoyen suisse, avait dû être offert par le député agrarien au Grand Conseil tessinois, M. Bomio. Celui-ci s'empressa de démentir. Mais voici qu'il est accusé d'avoir trouvé dans les bureaux des télgéraphes à Bellinzone le texte d'un télégramme oublié par un réfugié italien et adressé au chef socialiste Turati à Paris, texte qui le jour même était remis au Fascio.

M. Bomio veut bien reconnaître qu'il a eu en sa possession le brouillon de ce télégramme, mais ne sait expliquer comment le Fascio a pu l'avoir tout de suite après.

Tout le monde bien entendu, à part M. le député agrarien, se l'explique aisément. Et cela est beaucoup plus grave que le don contesté de l'écusson.

L'ordre bourgeois.

Nous empruntons à un communiqué du Bureau International Antimilitariste ces quelques lignes qui suffisent à peindre la terrible situation où le monde se trouve plongé par le fameux ordre bourgeois:

La Pologne compte 223,000 chômeurs, l'Angleterre un million et demi, l'Autriche 400 mille, la Tchéco-Slovaquie 52,000, la Roumanie 200,000, l'Allemagne 3 millions, les Etats-Unis 4 millions et demi, le Mexique 700,000, Cuba 300,000.

Les médecins hongrois protestent que, par le fait de la réduction des subsides octroyés aux hôpitaux, des centaines de malades doivent être renvoyés chaque jour chez eux sans être rétablis, de sorte que l'état de santé général décline au point que le pays s'en ressentira pendant des siècles. A Budapest, la consommation de pain a diminué de 60% en 1929. Les prisons y sont trop petites. A Berlin 30% des enfants de familles pauvres ont un pressant besoin d'aller passer quelques semaines à la mer ou à la campagne. Par mesure d'économie, cette faveur n'est plus accordée à aucun enfant, on retire les subsides des hôpitaux, on supprime les cliniques dentaires des écoles, ainsi que les distributions de lait aux mères nourrissant leurs enfants et aux enfants en bas âge des chômeurs. Les distributions d'aliments reconstituants aux poitrinaires et de médicaments aux femmes en couches dans le besoin ont été réduites. Rien qu'à Berlin, on a arrêté 20,000 personnes en 1929.

L'ordre qui aboutit à de tels résultats est vraiment admirable. Et sur tout cela le spectre horrible de la guerre plane toujours!

La liberté.

L'écrivain religieux Alexandre Vinet a écrit ces lignes:

Quand tous les périls seraient dans la liberté, toute la tranquillité dans la servitude, je préférerais encore la liberté; car la liberté c'est la vie ,et la servitude c'est la mort. Mais si l'histoire atteste que l'enfantement de la liberté est ordinairement laborieux et plein d'angoisses, elle atteste également que la liberté, une fois établie, est le seul gage du repos des nations. Comme la liberté est la satisfaction de tous les droits, la liberté c'est l'ordre; et l'ordre produit la paix. Le meilleur moyen d'étouffer tous les murmures, c'est de leur ôter tout prétexte; le seul moyen de prévenir les révolutions, c'est de les faire. Jamais un peuple n'a demandé plus que ses vrais besoins.

Voilà qui est très juste en somme et paraît dicté par le plus louable des sentiments; mais si nous avons bon souvenir, Vinet a écrit aussi que *le christianisme est l'immortelle semence de la liberté*, et alors nous craignons malgré tout que ce théologien ne comprenait certes pas la liberté comme nous la comprenons.

N'importe qu'en ces temps de dictature, les paroles ci-dessus peuvent être l'objet de salutaires méditations. Qu'en pensent nos fascistes de toute la presse bourgeoise romande?

A propos de massacres.

Bolcheviste et fascistes ont recours aux mêmes moyens. Nous avions constaté qu'après une vraie tuerie en Italie, les fascistes lançaient la fausse nouvelle d'assassinats qui n'avaient pas eu lieu pour les démentir tout de suite après eux-mêmes. Le public, confondant une nouvelle avec l'autre, finissait par ne plus rien croire.

Ces derniers mois, il y a eu des centaines d'exécutions de paysans en Russie. Comme il était impossible de les démentir, quelques agents bolchevistes ont lancé la nouvelle de centaines d'officiers de marine exécutés. La presse bourgeoise qui dans sa haine du bolchevisme ne se soucie jamais de vérifier les inventions les plus absurdes, s'empressa de soulever un grand bruit, alors qu'elle s'était presque tue sur les assassinats de paysans, gens sans intérêt probablement. Et alors nous avons eu le démenti fasciste, pardon bolcheviste, ironique, dédaigneux et véhément. Triste comédie!

A RELIRE

—o—

Libre-Pensée et bolchevisme

Dans le journal libertaire Germinal, *d'Amiens, nous trouvons exposé sur ce sujet notre point de vue. Le gouvernement russe et tous ses partisans ont toujours prétendu que la liberté de pensée est inadmissible. Concédons même que ce soit un point de vue soutenable, mais il est de toute évidence parfaitement opposé à celui de la Libre-Pensée. Mais voici ce que dit* Germinal *dans son numéro du 1er mars:*

Dans l'*Enchaîné* de samedi dernier, on trouve, dans la rubrique Amiens, un appel pour la formation d'un groupe de libre-pensée révolutionnaire. S'adresser pour cela à Monsieur Marcel Lécuyer, 203, rue René-Boileau, Amiens.

Les soi-disant communistes voulant former des grouements de libre-pensée. Non, on aura tout vu. Après celle-là, tirons l'échelle.

Il est matériellement impossible, à moins d'une hypocrisie digne des jésuites, d'être à la fois libre-penseur et bolcheviste. Les partisans de la dictature sur le prolétariat ont dit et redit mille fois que la liberté d'opinion était un préjugé petit-bourgeois. La dictature feroce que les gouvernants russes ont instaurée sur le peuple russe a supprimé la liberté de penser : aucun journal ne peut paraître sans l'autorisation des tyrans, aucun groupement ne peut se constituer; aucune réunion ne peut se tenir; aucune propagande ne peut s'exercer quand les gouvernants ne le veulent pas. Cette dictature est tout le contraire, l'opposé de ce qu'un libre-penseur désire et veut réaliser.

Un libre-penseur, digne de ce nom, veut que toutes les opinions puissent se manifester librement. Un bolcheviste, adorateur de la dictature, veut supprimer toutes les opinions qui ne plaisent pas aux dictateurs.

Les cléricaux ont supplicié La Barre pour ne pas avoir salué une procession. Les dictateurs russes font exiler, emprisonner ou fusiller quiconque ne se prosterne pas devant leur autorité. L'exemple de Trotzky, communiste autoritaire lui-même, est là pour prouver que la liberté d'opinion est combattue par les bolchevistes. Et la liberté d'opinion, dans tous les domaines, est la première chose réclamée par un libre-penseur.

Un partisan de la dictature ne peut pas être un libre-penseur, cela est indiscutable.

D'autre part, en Russie, les socialistes, les anarchistes, les syndicalistes, les vrais communistes sont brimés et martyrisés.

L'âge du chimpanzé

Extrait de la Quinzaine médicale *de novembre 1929 :*

Il y a eu l'âge de la pierre polie, l'âge du renne, etc., et nous pourrions croire que nous vivons l'âge d'or, alors que nous n'en sommes qu'à l'âge du chimpanzé.

Un médecin a fait à la Société de médecine de Paris une communication qu'il a intitulée le *système Ford* ou la *sélection à rebours.*

Le principe du « fordisme », a-t-il dit, est de rendre le travail de l'ouvrier complètement mécanique, de n'obtenir de lui que « quelques gestes, toujours les mêmes, répétés devant une machine, un nombre connu et à peu près invariable de fois par jour »

Dans ces conditions, sa santé importe peu et son intelligence risque d'être un inconvénient.

D'autre part, dans un ouvrage récent, un professeur à la Faculté de droit de Lyon constate que « plusieurs établissements commencent à faire passer aux ouvriers des examens d'intelligence, afin d'exclure les intelligents. D'autres ont embauché des jeunes filles « idiotes » qui, après une éducation appropriée, se sont révélées les meilleures ouvrières. »

« Nous avons assisté, raconte le docteur Destouches, à l'examen médical d'entrée aux usines Ford de plusieurs centaines d'ouvriers. Le médecin chargé de cet examen nous confiait que ce qu'il fallait, c'étaient des chimpanzés; qu'ils suffisaient pour le travail auquel ces ouvriers étaient destinés, et qu'on faisait d'ailleurs des essais pour employer ces animaux à la récolte du coton dans les Etats du Sud. Comme nous nous étonnions qu'il fît ces remarques, aussi désobligeantes, d'une façon publique, il nous rassura, toujours à haute voix, nous prouvant par là que ces candidats étaient non seulement physiquement invalides, mais mentalement obnubilés aussi, dépourvus de sens critique et même de vanité élémentaire. »

Et le rédacteur ajoute:

Il faut tout de même croire qu'il s'agit là d'*exceptions*, car ce serait condamner le machinisme et la rationalisation que de leur voir entraîner de telles conséquences.

Mais non, il ne s'agit pas d'*exceptions*, puisqu'il s'agit de l'application, en somme, exacte, de l'un des principes modernes de la construction. Ce principe est d'employer la machine à outrance, de substituer la machine à l'homme partout où cela est possible. Quand l'application de ce principe se heurte à une complication trop touffue ou à une impossibilité mécanique, alors seulement on intercale un homme, mais cet homme ne constitue qu'un épisode dans le film que représente une construction actuelle.

On n'imagine pas encore une machine s'emparant d'un piston, introduisant dans ce piston un pied de bielle et un axe et fixant l'ensemble par une vis.

L'homme, ou les hommes intercalés dans le circuit, arrivent, par la répétition des mêmes gestes, à faire de l'« automatisme » et par un phénomène cérébral très connu, l'activité passe du domaine du « conscient » dans le domaine du « subconscient ». A une activité cérébrale réfléchie, à une attention soutenue, à une volonté de bien faire se substitue un « automatisme inconscient », c'est-à-dire en dehors du domaine de « l'intelligence » si on prend ce mot dans son acception la plus large. Si l'automatisme inconscient est l'aboutissement nécessaire, si toute intelligence doit être exclue et qu'il ne s'agit d'obtenir qu'un entraînement mécanique visant au minimum de temps, on s'explique très bien la recherche des intelligences moindres.

D'ailleurs, l'utilisation d'intelligence pour une telle besogne serait du gaspillage d'intelligence.

Et puis si on recherchait l'intelligence, la trouverait-on?

Une intelligence consentirait-elle, pendant des heures, des jours, des mois et des années, à s'abrutir, à s'enliser dans les rites invariables de gestes étroitement calculés et toujours les mêmes?

On arrive ainsi en pente douce à l'« embauchage des idiots ».

Malheureusement, l'automatisme de l'homme ne peut jamais atteindre à l'automatisme de la machine, parce que l'automatisme humain n'est pas absolu et que si on a supprimé l'*attention*, on ne peut pas supprimer la *distraction.*

On se trouve donc à la merci d'une distraction, d'une mouche qui vient se poser sur le nez de l'ouvrier, de la morsure d'une puce indiscrète, de la plaisanterie d'un voisin qui vient dissocier la trame des gestes automatiques. L'idée du « contrôle cérébral » étant aboli,e l'attention étant en sommeil, il peut en résulter un geste incomplet ou un oubli dont l'absence de l'intelligence et de la compétence ne permet pas d'apprécier la gravité ni de prévoir les conséquences.

Puis une notion importante s'est trouvée noyée dans la foule des collaborations qui sont réunies autour de la construction d'une auto: c'est la « notion de la responsabilité », il y a nécessairement relâchement dans l'exécution de l'acte et dans la recherche de la perfection même relative.

Dernièrement, ayant à faire changer mes pistons, mon chauffeur m'a signalé qu'une des plaques de tôle qui doit bloquer la vis du pied de la bielle, précaution capitale, n'avait pas été rabattue sur la tête de la vis. à la construction. Je me trouvais donc à la merci d'un dévissage. Cette vis pouvait, dans sa chute ou postérieurement, être rencontrée par une tête de bielle et défoncer mon carter. D'autre part, l'axe du pied de bielle n'étant plus maintenu au milieu du piston pouvait déborder d'un côté ou de l'autre, rayer mon cylindre et m'obliger au remplacement du groupe. Perspective très charmante.

Il a peut-être suffi que l'ouvrier autom et pressé, éternue au moment de fixer le dispositif de sécurité pour que me soit livrée une voiture portant au plus secret d'elle-même une cause d'arrêt ou du moins d'avarie grave.

Si nos mécanismes étaient construits moins vite et par des ouvriers mécaniciens connaissant l'importance de certains détails et contrôlant leur exécution, on éviterait une foule de pannes dont la cause est parfois inexpliquée et dont fourmille la « Grande Série ».

De la propriété

L'espace occupé par notre corps nous appartient. Là s'étend notre puissance physique et certes aussi notre puissance morale. L'air que nous respirons, et sur lequel la tyrannie des empereurs grecs établirent un impôt, la portion de la terre que nous foulons, unique héritage d'un grand nombre d'hommes, la place que notre corps occupe et que l'on ne peut même pas nous ôter en nous ôtant la vie, tout ceci est nôtre, autant que nos propres membres.

Ces produits de la terre que nous travaillons pour assurer notre subsistance sont également nôtres. Ils nous appartiennent comme appartiennent à l'arbre, non seulement son tronc, ses rameaux, ses racines, le sol où il fut planté, mais encore les sucs nourriciers que pompent ses racines et qui servent à l'entretien de sa vie.

Mais comment un seul homme peut-il s'approprier ces vastes forêts, ces immenses champs que son pied n'a jamais parcouru, que sa main ne pourrait cultiver et qu'il ne peut même posséder du regard.

La nature a concédé un patrimoine commun à tous les hommes, elle leur a légué un ample héritage: la Terre. C'est de son sein qu'elle les a tirés et c'est aussi sur son sein qu'elle les a établis et fixés. De même qu'aux plantes elle a donné des racines pour se nourrir, à l'homme elle a donné les mains pour qu'il étende sa puissance sur l'héritage commun et s'approprie ce qui est nécessaire à sa subsistance.

Mais ce pouvoir que les sens dirigent et que la main exerce a des limites. C'est entre ces limites qu'il est une puissance morale et un droit découlant des lois éternelles et immuables de l'ordre naturel.

Quelles sont donc ces limites?

Toute action est, comme on le sait, limitée dans ses effets par les réactions environnantes. Quand un être, sortant de sa sphère, envahit et occupe la sphère d'un autre être, celui-ci réagit, il repousse l'envahisseur et l'oblige à reprendre sa situation première.

Quand un corps tente de pénétrer dans un autre, c'est-à-dire d'occuper les mêmes points de l'espace, il éprouve une résistance due à ce que nous appelons l'impénétrabilité, et s'il persiste dans son effort de pénétration, il est anéanti.

C'est ainsi que toi-même, ô homme, si tu étends ta main et ta force au delà des limites que t'assigne la nature, si tu accapares les produits de la terre à tel point que les autres hommes, tes semblables, en soient lésés, et que la subsistance leur manque, tu seras repoussé par eux. Ton crime sera la violation de l'ordre et ta peine, ta propre destruction.

Mario PAGANO
(1748-1800)
Pendu à Naples le 6 octobre 1800

Informservo, organe de l'Internationale de la Jeunesse anarchiste, périodique mensuel en esperanto. Contient des informations et articles concernant le mouvement international de la Jeunesse anarchiste.

L'*Informservo* est écrit en esperanto et fait la propagande pour cette langue auxiliaire mondiale.

Abonnement: 2 fr. par année.

Direction: J. de Wit, Zaagmolenstraat 32. IV, Amsterdam-West.